

ajoutée (produits de boulangerie, céréales, mélanges et pâtes de cuisson, produits de meunerie et pâtes), les légumes, la viande, dont la volaille, et les aliments pour animaux domestiques. À la fin du troisième trimestre de 2001, 86 % des exportations ontariennes de produits agroalimentaires avaient été destinées aux États-Unis. L'Union européenne, le Japon et l'Asie sont d'autres grands marchés d'exportation de l'Ontario.

Si les exportations de l'Ontario à destination de l'étranger sont majoritairement constituées de marchandises, les exportations de services sont également considérables, ayant totalisé presque 27 milliards de dollars en 2000, ce qui représente plus de 10 % des exportations totales. Les secteurs clés des exportations de services sont les services aux entreprises et les services informatiques, les services financiers, d'assurance et d'immobilier, les services de logement et de restauration, et les services de commerce de gros.

En décembre 2000, l'Ontario a dévoilé sa nouvelle stratégie internationale, « L'Ontario à l'étranger : travailler au niveau mondial pour gagner des emplois au niveau local ». Cette stratégie se veut un programme intégré à trois volets qui vise à rehausser l'image de l'Ontario sur les marchés étrangers clés, attirer davantage d'investissements et accroître les exportations.

L'un des volets de la Stratégie prévoit la création de centres du commerce international dans cinq villes d'importance : Londres, Munich, Shanghai, Tokyo, New York, Londres et Munich. L'Ontario entend cohabiter avec les missions canadiennes de chacune de ces villes. Chaque centre sera tout d'abord doté d'un agent économique principal rattaché à l'Ontario qui sera assisté d'un employé recruté sur place.

La création de ces centres témoigne d'un regain de volonté du gouvernement ontarien de reprendre ses activités internationales (tous les anciens bureaux de l'Ontario à l'étranger ont fermé leurs portes en 1993). Ces centres sont mandatés pour assurer une présence commerciale efficace et rentable de la province sur ses principaux marchés commerciaux ou d'investissement à l'étranger. En plus de faciliter les relations entre gouvernements, les centres serviront de véhicule à l'image de l'Ontario et veilleront à améliorer l'accès de l'Ontario à des renseignements commerciaux cruciaux. Les cinq centres sont censés entreprendre leurs activités en 2002. Des mesures de la performance seront mises au point, et les centres seront évalués chaque année.

L'Ontario est résolu à prendre appui sur ses points forts actuels au chapitre de l'exportation en encourageant la croissance des exportations des secteurs des technologies de l'information et de la haute technologie et en faisant connaître les produits et les domaines de compétences de la province dans les régions à grand potentiel de croissance

pour les exportations, ailleurs qu'aux États-Unis. C'est pourquoi la principale agence ontarienne de promotion du commerce, Ontario Exports Inc., concentre ses efforts sur l'établissement d'une base de connaissances spécialisées dans les petites et moyennes entreprises novatrices de la province.

Ontario Exports retiendra aussi les services de conseillers en Argentine, au Brésil, au Chili, en Allemagne et au Mexique. Ces conseillers sur place auront comme mandat précis de promouvoir les entreprises et les produits ontariens dans les pays et les régions qui leur sont assignés.

### **Questions d'accès aux marchés**

Compte tenu de l'importance que revêt le marché américain pour les exportateurs ontariens, il est crucial de maintenir un accès sûr à ce marché. L'Ontario a mis en tête de sa liste de priorités de régler les problèmes auxquels ont récemment dû faire face les entreprises cherchant à traverser la frontière. L'Ontario a travaillé en collaboration avec l'État de New York pour améliorer les courants d'échanges de chaque côté de la frontière et accroître l'expansion économique, et ses efforts viennent compléter les mesures qu'ont récemment prises les gouvernements du Canada et des États-Unis pour accroître la sécurité, la coopération et l'efficacité aux passages frontaliers.

Les questions touchant les échanges commerciaux bilatéraux entre le Canada et les États-Unis intéressent aussi souvent de près l'Ontario, étant donné la contribution de la province à l'économie canadienne. Une des questions importantes qu'il faudra résoudre concerne le libre accès du bois d'œuvre canadien au marché américain. Les milieux d'affaires et la communauté agricole ont eux aussi été lésés par des mesures commerciales arbitraires et injustifiées prises par les États-Unis. L'un des objectifs des activités de promotion des exportations de l'Ontario consiste à accroître les échanges avec des marchés autres que les États-Unis. Étant donné l'importance croissante du commerce des services, les négociations sur les services au sein de l'OMC pourraient certainement promouvoir les intérêts commerciaux de l'Ontario. Par ailleurs, les négociations sur l'agriculture devraient par ailleurs grandement contribuer à créer un climat concurrentiel plus équitable pour les producteurs agricoles de l'Ontario. L'ouverture récente d'un cycle de négociations élargies à l'OMC sera l'occasion de poursuivre ces objectifs ainsi que d'autres objectifs liés à l'accès aux marchés.

## **QUEBEC**

### **Aperçu**

En 2000, le produit intérieur brut du Québec a connu la plus forte croissance depuis le début des années 1990. La croissance économique au Québec, qui a atteint 6,7 %, a dépassé aisément le taux moyen de croissance (2,0 %)